



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Développement Local
et de l'Environnement
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral du 12 JAN. 2021
d'abrogation de l'arrêté préfectoral n°2017-079-DDCSPP du 24 juillet 2017
portant consignation de somme
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
de la Société Carrières de Forges à Pouligny-Saint-Martin**

**Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2020-05-20-001 du 19 mai 2020 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane SINAGOGA, secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-05-0051 du 4 mai 2006 autorisant la TARMAC GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de leptynite et d'exploiter une installation de premier traitement des matériaux et une station de transit des matériaux sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN ;

Vu la lettre du préfet de l'Indre en date du 26 novembre 2010 prenant acte de la modification de la dénomination sociale de la société TARMAC GRANULATS en TRMC ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-350-0001 du 16 décembre 2011 portant transfert au profit de la société LES PIERRES D'AMBAZAC de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014328-0004 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu le jugement du 9 novembre 2016 du Tribunal de Commerce de Limoges prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire de la société CARRIERES DE FORGES et nommant Maître Philippe URBAIN – 2, place Winston Churchill – 87000 Limoges, ès qualité de mandataire judiciaire ;

Vu le jugement du 8 février 2017 du Tribunal du Commerce de Limoges prononçant la mise en liquidation judiciaire de la société CARRIERES DE FORGES et nommant Maître Philippe URBAIN – 2, place Winston Churchill – 87000 Limoges, en qualité de liquidateur judiciaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-046-DDCSPP du 22 mai 2017 mettant la société CARRIERES DE FORGES (par l'intermédiaire du liquidateur judiciaire en charge de la liquidation de la société) en demeure de constituer les garanties financières pour la remise en état de la carrière qu'elle a exploité sur le territoire de la commune de POULIGNY-SAINT-MARTIN au lieu-dit « Les Forges » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-079-DDCSPP du 24 juillet 2017 portant consignation d'une somme de 258 920 € répondant du montant des travaux de remise en état de la carrière de leptynite située sur le territoire de la commune de POULIGNY SAINT MARTIN à l'encontre de Maître Philippe URBAIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2019 portant transfert au profit de la S.A.R.L Guy SUREL TP de l'autorisation d'exploiter une carrière de leptynite sur le territoire de la commune de POULIGNY SAINT MARTIN ;

Vu l'acte de cautionnement solidaire d'un montant de 311 731 € établi le 22 juillet 2019 transmis par la S.A.R.L Guy SUREL TP ;

Considérant que l'exploitant actuel S.A.R.L Guy SUREL TP a transmis l'acte de cautionnement solidaire pour le montant requis ;

Considérant que le montant de 311 731 € répond au coût des travaux à réaliser pour la remise en état du site ;

Considérant que, de ce fait, les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2017-079-DDCSPP du 24 juillet 2017 portant consignation de somme à l'encontre de Maître Philippe URBAIN sont caduques ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2017-079-DDCSPP du 24 juillet 2017 portant consignation de somme à l'encontre de Maître Philippe URBAIN représentant les Carrières de Forges sont abrogées.

Article 2

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

En application du dernier alinéa du 1^o du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonné par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à Maître Philippe URBAIN.

Une copie est adressée à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Monsieur le directeur départemental des finances publiques de la Haute-Vienne.

Conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire, le directeur départemental des finances publiques de la Haute-Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général



Stéphane SINAGOGA

